



RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

**BOAMP.fr**

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

## Avis de marché

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <https://www.boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:25-82352>

Département(s) de publication : 17

Annonce n° 25-82352

Services

---

### Section 1 - Identification de l'acheteur

**Nom complet de l'acheteur :** Conseil départemental de la charente-maritime

**Type de Numéro national d'identification :** SIRET

**N° National d'identification :** 22170001600738

**Ville :** La rochelle

**Code postal :** 17076

**Groupement de commandes :** Non

**Département(s) de publication :** 17

### Section 2 - Communication

**Lien vers le profil d'acheteur :** <https://www.achatpublic.com/sdm/ent/gen/index.jsp>

**Identifiant interne de la consultation :** 25DISPN09

**Intégralité des documents sur le profil d'acheteur :** Oui

**Utilisation de moyens de communication non communément disponibles :** Non

**Nom du contact :** SCP - DJCP - Département 17

**Adresse mail du contact :** [Proceduredemat.marches@charente-maritime.fr](mailto:Proceduredemat.marches@charente-maritime.fr)

**Numéro de téléphone du contact :** +33 0546317533

### Section 3 - Procédure

**Type de procédure :** Procédure adaptée ouverte

**Conditions de participation :**

- **Aptitude à exercer l'activité professionnelle - conditions / moyens de preuve :** Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'exclusion des marchés publics mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L. 2141-11
- **Capacité économique et financière - conditions / moyens de preuve :** Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles
- **Capacités techniques et professionnelles - conditions / moyens de preuve :** Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années Liste des principales prestations effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire.

Elles sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration du candidat Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du contrat Formation technique initiale : le titulaire s'engage à fournir du personnel « bûcheron » ou « élagueur grimpeur » formé pour effectuer l'ensemble des prestations du CCTP et possédant au minimum une formation de niveau 3 type « Brevet Professionnel Agricole Travaux Forestiers », « Brevet Professionnel Responsable de chantiers forestiers » ou « Certificat de Spécialisation Élagage », Formation de conduite des engins de chantier (CACES) : nécessaire pour la conduite des engins de chantier, Formation de sauveteur secourisme travaux agricoles (SSTA) : au moins une personne en possession de son SSTA à chaque intervention, Autorisation d'intervention à proximité des réseaux (AIPR) : compétences et connaissances pour les professionnels intervenant dans la préparation ou l'exécution de travaux à proximité des réseaux Habilitation électrique H0 - B0 : nécessaires pour les professionnels exposés au risque électrique, Toutes autres autorisations, formations, habilitations et/ou qualifications garantissant la bonne et pleine exécution et sécurité des travaux.

**Technique d'achat :** Accord-cadre

**Date et heure limite de réception des plis :** 15/09/2025 à 17:00

**Présentation des offres par catalogue électronique :** Interdite

**Réduction du nombre de candidats :** Non

**Possibilité d'attribution sans négociation :** Oui

**L'acheteur exige la présentations de variantes :** Non

**Identification des catégories d'acheteurs intervenant (si accord-cadre) :** Acheteurs de la collectivité

## Section 4 - Identification du marché

**Intitulé du marché :** GESTION DURABLE DU RESEAU BOCAGER DE LA VALLEE DE LA TREZENCE

**Code CPV principal - Descripteur principal :** 77340000

**Type de marché :** Services

**Description succincte du marché :** Ce marché est un marché réservé conformément aux dispositions de l'article L.2113-12, L2113-13 du Code de la Commande publique . Le site de la Vallée de la Trézence est un site « espace naturel sensible » (ENS) propriété du Département, se situant sur les communes de Puyrolland, Saint-Loup, Annezay, Tonnay-Boutonne et La Devisse. C'est un site qui comprend différents réservoirs de biodiversité dont le réseau de haies qui jouent un rôle majeur en termes de corridor entre les réservoirs de biodiversité. Le présent marché vise à déterminer les modes opératoires pour assurer la gestion durable de ce réseau, sur une période, un cycle de régénération de 15 ans, soit un linéaire évalué à 4 km à travailler par an. De plus, le prestataire devra assurer une communication, animation et information auprès des acteurs locaux sur la nature de sa prestation et sur son intérêt. Il s'agit d'un accord-cadre à bons de commande avec un montant maximum annuel de 33 000 euros HT. L'accord-cadre a une durée d'un an reconductible 2 fois pour la même durée soit une durée totale maximale de 3 ans pour les mêmes montants maximums annuels. Une visite sur site est obligatoire . Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire de l'accord-cadre, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux accords-cadres ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

**Lieu principal d'exécution du marché :** La vallée de la Trézence, 17000 Charente-maritime

**Durée du marché (en mois) :** 36

**Valeur estimée (H.T.) :** 99000 euros

**La consultation comporte des tranches :** Non

**La consultation prévoit une réservation de tout ou partie du marché :** Oui

**Type de marché réservé :**

- Marché réservé à un entreprise adaptée, un établissement de service d'aide par le travail ou une structure équivalente, employant au moins 50% de travailleurs handicapés

- Marché réservé à une structure d'insertion par l'activité économique ou structure équivalente, employant au moins 50% de travailleurs défavorisés

**Marché alloti :** Non

## Section 6 - Informations Complémentaires

**Visite obligatoire :** Oui

**Détail sur la visite (si oui) :** Une visite sur site est obligatoire. L'offre d'un candidat qui n'a pas effectué cette visite sera déclarée irrégulière.

**Autres informations complémentaires :** Les motifs d'exclusion sont définis dans le règlement de la consultation. Formulaire DC1, Lettre de candidature - Habilitation du mandataire par ses co-traitants (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>); Formulaire DC2, Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>). Le Document Unique de Marché Européen (DUME) est disponible sur le profil acheteur : <http://www.achatpublic.com> Le pouvoir adjudicateur applique le principe Dites-le nous une fois Dossier de consultation gratuit. Le pouvoir adjudicateur impose la transmission des plis par voie électronique pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée Au moment du dépôt, la signature électronique des documents n'est pas exigées pour cette consultation. Après attribution, les candidats sont informés que l'offre électronique retenue devra être signée électroniquement afin de pouvoir procéder à la notification du marché correspondant. Une offre finale non signée électroniquement sera considérée comme irrégulière. Le délai global de paiement est de 30 jours. Les prestations seront financées selon les modalités suivantes : Financement sur les fonds propres du Département. Le mode de règlement de l'administration est le mandat administratif. Après examen des offres, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'engager des négociations avec tous les candidats sélectionnés. Tribunal Administratif 15 Rue Blossac - BP 541 86020 Poitiers Cedex +33 549607919 greffe.ta-poitiers@juradm.fr Voies et délais des recours dont dispose le candidat : - Référé précontractuel prévu aux articles L. 551-1 à L. 551-12 du code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat. - Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. - Recours de pleine juridiction ouvert aux concurrents évincés, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique. Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire de l'accord-cadre. Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ou en qualité de membres de plusieurs groupements. Les prestations seront financées selon les modalités suivantes : Financement sur les fonds propres du Département. Le mode de règlement de l'administration est le mandat administratif. Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) de l'accord-cadre seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes. L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au CCAP, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

---

**Date d'envoi du présent avis à la publication :** 18/07/2025